



*République & Socialisme reçu
au ministère des Affaires sociales et de la Santé*

Une délégation de République & Socialisme conduite par Lucien JALLAMION, secrétaire général et comprenant Bruno VALENTIN, secrétaire national à la santé, Marianne JOURNIAC, membre du CN de R&S (AP-HP) et Jean-Baptiste BOUIS, membre du CN de R&S, a été reçue le 10 septembre 2012.



R&S a obtenu une entrevue avec un Conseiller auprès de la ministre, monsieur Laurent CHAMBAUD, chargé de l'organisation et de l'animation de la politique de santé publique et de la sécurité sanitaire et Gabriel ATTAL, Conseiller parlementaire au cabinet de la ministre de la Santé.

R&S avait envoyé un courrier à Mme le ministre le 1^{er} juin 2012 destiné à évoquer l'urgence de la situation dans les milieux de la santé en général et dans les hôpitaux en particulier.

Notre entrevue a tourné autour des axes suivants :

- ✓ fermetures de services ;
- ✓ quelle politique de santé ?
- ✓ quels moyens financiers et humains ?
- ✓ la loi HPST et l'avenir des ARS.

La délégation a réaffirmé que la santé n'était pas une priorité de ce gouvernement et a insisté sur la situation critique de certains hôpitaux. Nous avons rappelé que beaucoup d'hôpitaux étaient en tension, en crise. Nous avons redit les problèmes existant dans de « gros » hôpitaux comme l'AP-HP mais également dans les hôpitaux locaux. Sur la situation actuelle, les représentants de la ministre ont

affirmé qu'ils avaient conscience des difficultés mais tout ne pourra se régler immédiatement. Nous avons rappelé l'urgence puisqu'un grand nombre de structures sont en « plan d'économie » ou en « plan de retour à l'équilibre ».

Nous avons fait part notre inquiétude concernant la nouvelle mission confiée à Edouard COUTY ; le changement pouvait-il se faire avec toujours les mêmes personnes ?

Pour le ministère, c'est le système de santé dans son ensemble qu'il faut revoir et ne pas rester sur une vision essentiellement basée sur le curatif mais basée sur une médecine de prévention (on nous a même fait remarquer qu'il ne fallait pas faire d'hospitalocentrisme...). Il faut une stratégie nationale de santé. Celle-ci doit être définie sur le court terme, moyen terme. Bien ! Nous attendons de voir les résultats de cette stratégie.

Remise en cause de la T2A : nous nous orienterions vers un nouveau système de financement basé sur l'offre et la demande, et ce dès 2013, la T2A restant un système de gestion.

Dans l'immédiat, il nous a été indiqué que les hôpitaux en grande difficulté seront sauvegardés et que Marisol TOURAINE connaît ceux qui sont menacés.

Nous avons rappelé notre attachement au service public de santé, le ministère partage cette idée, la santé de proximité devra être privilégiée ; c'est un gage de qualité. Nous avons précisé que faire de la proximité « sans » médecins serait difficile... D'importants dossiers comme l'ambulatoire ou la prévention seront des éléments phares de la politique de santé. Le problème des urgences a été évoqué, en ce qui concerne l'engorgement mais également l'inégalité de prise en charge d'un territoire à l'autre (il était question de fermer des urgences en Île-de-France notamment).

Nous avons réaffirmé la demande forte de R&S sur le dossier des urgences de l'Hôtel-Dieu de l'AP-HP, qui concerne une population de plus de 800 000 habitants et qui est le seul à assurer les urgences médico judiciaires. Pas de réponse de la part du ministère.

Le problème de la sécurité médicale et de la politique du médicament devra être travaillé sur la durée.

- ▶ **Concernant les ARS** : elles existent... elles seront maintenues (*sic*) mais pas forcément dans leur forme et fonction actuelles.
- ▶ **Concernant les moyens affectés à cette politique** : ils seront définis dans le cadre du collectif budgétaire.
- ▶ **Concernant la politique de la protection sociale, quelle orientation ?** : aucune réponse... tout est à l'étude !

Malgré une entrevue plutôt conviviale, nous sommes sortis du ministère sans réelles réponses à nos questionnements ou avec des réponses très globales ; sur les questions « pratiques », peu ou pas de solutions envisagées.

Certes le discours change mais on sent qu'il n'y a pas de ligne directrice. Le changement n'est pas là, ou il n'est pas à la hauteur des attentes des professionnels de Santé.

République & Socialisme sera présent sur toutes les luttes afin que la santé ne soit plus une marchandise. **Nous ne lâchons rien !**

Bruno VALENTIN, secrétaire national à la santé

Marianne JOURNIAC, membre du CN de R&S